



Pour diffusion immédiate : 9/10/2024

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE UNE DIMINUTION IMPORTANTE DE LA VIOLENCE PAR ARME À FEU ET SIGNE UNE LOI RENFORÇANT LES LOIS SUR LES ARMES À FEU DE NEW YORK QUI SONT PARMIS LES MEILLEURES DU PAYS

La violence armée dans l'État de New York a baissé de 47 % depuis l'entrée en fonction de la gouverneure Hochul

Une nouvelle loi oblige les vendeurs d'armes à afficher des avertissements similaires à ceux utilisés pour le tabac concernant les risques pour la santé et la sécurité

Une nouvelle loi prend des mesures contre les dangereux « convertisseurs de pistolets » qui peuvent transformer les armes de poing en armes automatiques

L'État de New York a saisi plus de 7 700 armes illégales cette année

En compagnie de l'ancienne représentante américaine Gabby Giffords, de représentants du gouvernement de New York et d'autres partisans de la sécurité en matière d'armes à feu, la gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui que la violence armée dans l'État de New York a diminué de 47 pour cent depuis son entrée en fonction en 2021. La gouverneure Hochul a également signé un ensemble de six projets de loi qui renforceront les lois sur les armes à feu de New York, les meilleures du pays, en obligeant les vendeurs d'armes à afficher des avertissements de sécurité semblables à ceux utilisés pour le tabac, en prenant des mesures contre les dangereux « convertisseurs de pistolets » et en fournissant d'autres nouveaux outils et ressources pour protéger davantage de New-Yorkais de la violence par arme à feu.

La gouverneure Hochul a déclaré : « La violence armée est un fléau qui ravage notre pays. Les pensées et les prières ne régleront pas le problème, mais une action forte le fera. C'est pourquoi à New York, nous prenons des mesures audacieuses pour protéger les habitants de notre État. Je suis fière de signer ce projet de loi qui contribuera à améliorer la sécurité dans tout l'État de New York. Bien que nous prenions des mesures immédiates pour améliorer les lois sur les armes à feu de l'État de New York, qui sont les meilleures du pays, nous sommes conscients que la violence armée est un problème d'envergure nationale. J'exhorte une fois de plus le

Congrès à suivre notre exemple et à prendre des mesures immédiates pour adopter des mesures significatives de prévention de la violence armée. Des vies en dépendent ».

L'ancienne représentante Gabby Giffords a déclaré : « Les New-Yorkais ont le droit de vivre sans craindre la violence liée aux armes à feu. Les projets de loi signés aujourd'hui par la gouverneure Hochul rendront New York plus sûr et sauveront sans aucun doute des vies. New York reste en tête du pays avec des lois sur les armes à feu parmi les plus strictes du pays. GIFFORDS exprime sa reconnaissance envers la gouverneure Hochul et les législateurs new-yorkais pour le leadership continu dont ils font preuve dans la lutte contre la violence armée ».

Les incidents de tir avec blessures dans la ville de New York et les communautés desservies par les 28 services de police participant à l'initiative GIVE (Gun Involved Violence Elimination, élimination de la violence liée aux armes à feu) de l'État ont diminué de 47 % au cours de l'administration de la gouverneure Hochul, et les [données les plus récentes rapportées par les agences GIVE](#) montrent que la violence liée aux armes à feu a diminué pour atteindre les niveaux prépandémiques.

La gouverneure Hochul a également fait le point sur les progrès réalisés à New York pour faire disparaître les armes illégales de la circulation et pour empêcher les personnes qui représentent un danger pour elles-mêmes et pour autrui d'avoir accès aux armes à feu. La gouverneure a souligné que les forces de l'ordre de l'État ont saisi plus de 7 700 armes illégales depuis le début de l'année, dont 569 armes fantômes. En outre, les tribunaux de New York ont fait appel à la loi sur les drapeaux rouges de l'État (Red Flag) pour délivrer plus de 22 000 ordonnances de protection contre les risques extrêmes (extreme risk protection orders, ERPO) à ce jour : 92 % d'entre elles ont été délivrées après que la gouverneure Hochul a établi un partenariat avec la législature pour renforcer la loi sur les drapeaux rouges de l'État à la suite des meurtres à motivation raciale perpétrés au supermarché Tops de Buffalo le 14 mai 2022.

La législation signée aujourd'hui par la gouverneure Hochul comprend :

La loi S6649/A2882 impose aux vendeurs d'armes à feu et aux armuriers d'afficher des avertissements sur les sites de vente d'armes à feu et de distribuer des avertissements au moment de la vente. Ces avertissements doivent préciser que les armes à feu augmentent le risque de suicide, de décès lors de disputes domestiques et/ou de décès involontaire d'enfants.

Le sénateur d'État Michael Gianaris a déclaré : « La sensibilisation et l'information sont essentielles pour permettre aux gens de posséder des armes à feu de façon responsable, ce qui permettra de prévenir les blessures et d'améliorer la sécurité publique. Je suis fier d'avoir fait passer cette proposition au Sénat et de la voir maintenant promulguée en loi ».

Jeffrey Dinowitz, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Je suis heureux que la gouverneure Hochul ait signé mon projet de loi, A.2882. C'est une étape importante dans nos efforts pour protéger les familles et les communautés à travers New York. Cette loi garantit que les vendeurs d'armes à feu doivent clairement avertir les acheteurs des dangers que représentent le fait de posséder une arme à la maison, en particulier le risque accru de suicide, de violence domestique et de décès accidentel, surtout chez les enfants. En fournissant ces informations et en orientant les personnes en situation de crise vers la ligne téléphonique nationale de prévention du suicide (National Suicide Prevention Lifeline), nous donnons aux gens les ressources dont ils ont besoin afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées et assurer la sécurité de leurs proches ».

La loi S7365B/A10053A permet d'ajouter la définition de « convertisseur de pistolet » à l'article 265.00 du droit pénal, qui détaille les définitions relatives aux armes à feu. Le convertisseur de pistolet est défini comme un dispositif qui peut être fixé à la glissière d'un pistolet semi-automatique et interférer avec le mécanisme de la gâchette, permettant à l'utilisateur de décharger un certain nombre de coups rapidement ou automatiquement avec une seule pression continue sur la gâchette. La loi modifie également la loi générale sur les affaires (General Business Law) pour exiger que l'industrie des armes à feu prenne des « mesures raisonnables » pour empêcher l'installation et l'utilisation de convertisseurs de pistolets sur leurs produits.

Le sénateur d'État Brad Hoylman-Sigal a déclaré : « Il est scandaleux que pour seulement cinquante dollars, il soit possible d'acheter un dispositif qui transforme un pistolet ordinaire en une mitrailleuse capable de tirer 15 balles en moins de deux secondes. Les fabricants d'armes comme Glock savent que ces dispositifs, appelés auto-sears ou "interrupteurs Glock", sont très répandus, mais ils ont choisi de ne rien faire à ce sujet, faisant passer leurs profits avant la sécurité du public. Mon projet de loi avec le membre de l'Assemblée Simon ([S.7365B](#)) exigera que Glock et tous les fabricants d'armes prennent des mesures raisonnables pour s'assurer que leurs produits ne soient pas compatibles avec les dispositifs de conversion en mitrailleuse, sous peine de devoir assumer les conséquences de leur responsabilité juridique. Je tiens à remercier la gouverneure Hochul de signer notre projet de loi aujourd'hui, ainsi que la chef de la majorité sénatoriale Stewart-Cousins et mes collègues de la législature qui, une fois de plus, tiennent tête au lobby des armes à feu pour faire de New York un endroit plus sûr ».

Jo Anne Simon, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Les New-Yorkais en ont assez que les fabricants d'armes ignorent le rôle qu'ils jouent dans le fléau de la violence armée dans ce pays - c'est pourquoi nous agissons là où ils ne le font pas. Je suis fière que mon projet de loi, le premier du pays, ait été signé et qu'il tienne Glock et d'autres fabricants d'armes à feu de type Glock responsables de ne pas avoir pris de mesures pour s'assurer que leurs armes de poing ne puissent pas être facilement transformées en mitrailleuses illégales et entièrement automatiques. Depuis quatre décennies, Glock sait que ses pistolets peuvent être transformés facilement et à moindre coût. Aucun autre grand fabricant d'armes à feu n'utilise cette conception trop

facilement convertible. Il est temps de privilégier l'humain au profit et de demander des comptes à Glock et à ses aspirants. Merci à la gouverneure Hochul d'avoir signé mon projet de loi, à mon sponsor au Sénat, le sénateur Brad Hoylman-Sigal, et à tous les défenseurs de travailler à la prévention de la violence armée ».

La loi S3340/A5873 exige que le tribunal notifie le registre national des ordonnances de protection et des mandats lorsqu'une ordonnance de protection contre les risques extrêmes (ERPO) temporaire et/ou définitive est émise, garantissant que les ERPO soient répertoriées dans le registre national des ordonnances de protection et des mandats.

La sénatrice de l'État Shelley B. Mayer a déclaré : « Je suis fière et heureuse que mon projet de loi, S.3340, visant à moderniser la procédure de dépôt des ordonnances de protection contre les risques extrêmes (ERPO ou "Red Flag Laws"), ait été promulgué par la gouverneure Kathy Hochul dans le cadre de cet important ensemble de mesures visant à protéger les New-Yorkais de la violence armée. En exigeant que toutes les ERPO temporaires et permanentes soient signalées au registre informatisé des ordonnances de protection et des mandats d'arrêt à l'échelle de l'État, nous pourrons faire en sorte que la police sache quand une personne a une ERPO en suspens et mieux protéger les victimes qui sont confrontées à un risque permanent de violence de la part d'une personne de leur entourage. Je tiens à remercier le membre de l'Assemblée Chuck Lavine pour sa collaboration dans le cadre de cette loi, la chef de la majorité sénatoriale Stewart-Cousins pour son leadership, et la gouverneure Hochul pour l'avoir promulguée aujourd'hui ».

Charles D. Lavine, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Merci à la gouverneure Hochul qui continue à protéger nos communautés avec une loi sur les armes à feu à la fois forte et raisonnable. En éloignant les armes à feu des personnes qui risquent fortement de les utiliser pour blesser d'autres personnes ou se blesser elles-mêmes, l'ordonnance de protection contre les risques extrêmes (ERPO) de l'État est un outil nécessaire à la disposition des juges. Cette nouvelle loi, que j'ai fièrement parrainée à l'Assemblée, apporte les améliorations nécessaires pour moderniser la loi ERPO existante et l'aidera à faire ce pour quoi elle a été conçue au départ, sauver des vies ».

La loi A7717B/S8589A permet aux agences de police et non aux agents de police individuels de figurer sur la liste des requérants dans une procédure ERPO.

La sénatrice de l'État Jessica Scarcella-Spanton a déclaré : « Merci à la gouverneure Hochul d'avoir signé mon projet de loi bipartisan pour protéger nos agents. Il est impératif que nous protégeons l'identité de nos agents chargés de l'application de la loi lorsqu'ils exécutent ces ordonnances essentielles pour protéger nos communautés ».

Monica P. Wallace, membre de l'Assemblée, a déclaré : « La loi new-yorkaise sur les ordonnances de protection contre les risques extrêmes est un outil essentiel pour

éloigner les armes à feu des individus dangereux. Les agents ont utilisé ces ordonnances pour sauver d'innombrables vies, y compris celles de nombreuses victimes de violence domestique. Cette loi simplifie le processus en permettant aux agents chargés de l'application de la loi de demander ces ordonnances tout en protégeant leur vie privée. J'applaudis la gouverneure Hochul pour avoir signé cette loi visant à renforcer nos lois sur les drapeaux rouges et à protéger les citoyens de la violence armée ».

La loi S8479A/A9862A exige que les émetteurs de cartes de crédit et de débit utilisent le code de catégorie de commerçant (MCC) des détaillants d'armes à feu et de munitions créé par l'Organisation internationale de normalisation en 2022 (International Organization for Standardization) pour les entreprises dont la valeur de vente la plus élevée provient de la vente combinée d'armes à feu, d'accessoires d'armes à feu ou de munitions, et elle habilite le procureur général de l'État à engager une action coercitive pour toute violation qui n'est pas corrigée dans les 30 jours, ce qui peut entraîner des amendes allant jusqu'à 10 000 dollars en cas de non-respect de la loi. New York devient le troisième État, rejoignant la Californie et le Colorado, à promulguer cette exigence.

Le sénateur d'État Zellnor Myrie a déclaré : « Les banques utilisent régulièrement des données pour identifier et décourager toutes sortes d'activités illicites, mais une industrie - l'industrie des armes à feu - s'est battue bec et ongles pour empêcher ce type d'analyse des risques. En signant ce projet de loi, New York établit une norme commune à tous les secteurs d'activité et veille à ce que les schémas manifestement suspects d'achat d'armes à feu puissent être détectés. Je tiens à remercier ma partenaire, Michaëlle Solages, membre de l'Assemblée, et la gouverneure Hochul de poursuivre notre travail pour que la sécurité des rues passe avant les profits de l'industrie des armes à feu ».

Michaëlle C. Solages, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Cette loi crée un nouvel outil précieux pour mettre fin à la prolifération de la violence armée à New York. Les forces de l'ordre et les institutions financières doivent être en mesure d'identifier rapidement les habitudes d'achat suspectes, en particulier lorsqu'il s'agit d'armes à feu ou de munitions. Mieux reconnaître ces tendances dangereuses permet aux forces de l'ordre d'agir de manière décisive pour prévenir de futures tragédies. Je suis profondément reconnaissante envers la gouverneure Hochul pour son leadership en matière de sécurité des armes à feu et envers le sénateur Myrie pour son partenariat dans le cadre de cette loi essentielle. Ce projet de loi destiné à sauver des vies ne serait pas devenu une loi sans les efforts incessants des groupes de prévention de la violence armée, des survivants et des familles de victimes, dont le courage constitue toujours un élément essentiel pour rendre notre État plus sûr ».

La loi S9760/A10356A exige qu'un préposé aux permis d'armes à feu, lors de la délivrance d'un permis, fournisse des informations sur les ressources de l'État liées à l'entreposage sécuritaire des armes à feu, à la prévention de l'accès des enfants et à la prévention de la violence par arme à feu, ainsi que des informations sur les lois et

règlements spécifiques du comté et de la localité liés à la prévention de l'accès des enfants et à l'entreposage sécuritaire des armes à feu. La loi exige également que l'État élabore et mette en œuvre une campagne de sensibilisation du public concernant le stockage en lieu sûr et la prévention de l'accès des enfants, que ces documents soient fournis au format numérique et disponibles en ligne, et qu'ils soient obligatoirement mis à jour chaque année.

La sénatrice Shelley B. Mayer a déclaré : « Je suis très heureuse que la gouverneure Hochul signe aujourd'hui mon projet de loi, S. 9760, qui exigera que les agents chargés de délivrer les permis de port d'armes à feu fournissent à chaque titulaire de permis des informations sur les lois d'état et locales en matière de stockage en lieu sûr lors de la délivrance d'un permis, y compris des méthodes spécifiques pour empêcher l'accès des enfants aux armes à feu, aux carabines et aux fusils de chasse. En outre, le projet de loi exigera que l'État mène une campagne de sensibilisation du public sur le stockage sûr des armes à feu, y compris les lois de l'État de New York sur la prévention de l'accès des enfants (child access prevention laws), qui sera facilement accessible et aisément disponible pour le public. Il est essentiel que tous les New-Yorkais soient conscients de leurs responsabilités en tant que propriétaires d'armes à feu, afin qu'elles soient entreposées en toute sécurité et que les enfants n'y aient pas accès. Merci au membre de l'Assemblée Michael Benedetto d'avoir parrainé ce projet de loi à l'Assemblée, et à la gouverneure Kathy Hochul d'avoir soutenu fermement cet effort ».

Michael Benedetto, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Il est impératif qu'au moment de la délivrance d'un permis de port d'arme, le nouveau propriétaire d'une arme à feu soit informé de la façon dont il doit la ranger. En outre, le projet de loi sur le stockage sécurisé répond à la nécessité de sensibiliser le public à cette question ».

La sénatrice Kirsten Gillibrand a déclaré : « La violence armée est un problème typiquement américain qui détruit les familles et les communautés dans tout le pays. En inscrivant ces textes de loi dans la législation de l'État, New York poursuit son rôle de chef de file national en matière de sécurité et de possession d'armes à feu responsables et pleines de bon sens. Au niveau fédéral, j'ai rédigé la loi contre le trafic d'armes incluse dans la *loi bipartisane sur les communautés plus sûres* (Bipartisan Safer Communities Act), et je suis fière de voir que cette législation rend déjà les rues de New York plus sûres, en retirant plus de 3 000 armes illégales de la circulation et en menant à l'inculpation de plus de 400 accusés. Je continuerai à travailler avec mes collègues du Congrès pour adopter une législation fédérale significative afin de mettre fin au fléau de la violence armée ».

La chef de la majorité Andrea Stewart-Cousins a déclaré : « La signature de ces projets de loi essentiels sur la sécurité des armes à feu témoigne de la force de notre engagement collectif à protéger les New-Yorkais. Je tiens à remercier l'ancienne représentante Gabby Giffords pour son plaidoyer inébranlable et pour avoir été une source d'inspiration constante dans ce combat. Je suis profondément reconnaissante envers la gouverneure Hochul pour son partenariat inébranlable visant à donner la

priorité à la sécurité de nos communautés. Je tiens également à souligner les efforts inlassables de mon adjoint, le sénateur Gianaris, et des sénateurs Mayer, Myrie, Scarcella-Spanton et Hoylman-Sigal, dont le leadership a joué un rôle déterminant dans l'avancement de ces efforts de prévention de la violence armée. Ensemble, nous prenons des mesures décisives pour assurer la sécurité de nos familles et garantir un avenir plus sûr pour tous ».

Le président de la Chambre des représentants, Carl Heastie, a déclaré :

« Pendant des années, la majorité de l'Assemblée s'est battue avec acharnement pour instaurer une loi empreinte de bon sens qui contribue à rendre nos communautés plus sûres. Des données récentes montrent que nos efforts portent leurs fruits dans tout l'État pour réduire la violence armée, et nous pensons que ces projets de loi nous permettront de progresser encore davantage dans la prévention de la violence dans nos quartiers. Mes collègues et moi croyons qu'aucune famille ne devrait jamais subir les ravages de la violence armée et nous nous engageons à créer un État plus sûr pour tous nos enfants ».

Le procureur du comté de Richmond, Michael E. McMahon, a déclaré : « La violence par arme à feu, qui constitue une menace pernicieuse pour la sécurité publique comme aucune autre, continue d'affecter un trop grand nombre de nos communautés, tuant des innocents et laissant d'innombrables familles à jamais bouleversées et le cœur brisé. En tant que principal responsable de l'application de la loi à Staten Island, les hommes et les femmes de mon bureau travaillent sans relâche pour retirer les armes à feu illégales de nos rues et faire en sorte que ceux qui les utilisent répondent de leurs actes devant les tribunaux. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre ce fléau mortel et je félicite la gouverneure Hochul d'avoir signé une demi-douzaine de projets de loi en faveur de la sécurité publique qui permettront d'atteindre cet objectif. Qu'il s'agisse de renforcer les lois de l'État de New York sur les drapeaux rouges, de promouvoir largement le stockage sécurisé des armes à feu et les moyens de prévention en matière d'accès des enfants, ou de veiller à ce que les fabricants d'armes prennent des mesures raisonnables pour limiter les modifications dangereuses apportées aux armes à feu qu'ils vendent, ces mesures contribueront à faire de Staten Island et de l'État de New York un lieu de vie plus sûr. Bien qu'il reste beaucoup à faire pour repousser une fois pour toutes le spectre de la violence armée, je suis heureux de constater que le gouvernement de notre État prend des mesures positives pour protéger nos communautés ».

Le président d'Everytown for Gun Safety, John Feinblatt, a déclaré : « New York est depuis longtemps un leader national en matière de sécurité des armes à feu, et la gouverneure Hochul et la majorité d'Albany qui défend le principe de la sécurité des armes à feu renforcent cet héritage avec cet ensemble de projets de loi qui sauvent des vies. Pendant trop longtemps, l'industrie des armes à feu s'en est tirée à bon compte - mais maintenant, les survivants de la violence armée à New York disposeront d'un nouvel outil important pour tenir Glock responsable d'avoir alimenté la propagation des pistolets-mitrailleurs ».

Tanya Schardt, conseillère juridique principale et directrice des politiques nationales et fédérales de Brady, a déclaré : « Les codes de catégorie de commerçants s'appliquent à presque tous les types d'entreprises, qu'il s'agisse de restaurants, de stations-service ou de magasins d'alcool. La question est donc restée en suspens : pourquoi les vendeurs d'armes et de munitions sont-ils différents ? L'utilisation de codes de catégories de commerçants pour les vendeurs d'armes à feu permet d'identifier des habitudes d'achat dangereuses, notamment lorsqu'une personne se livre au trafic d'armes à feu ou accumule un arsenal à utiliser lors d'une fusillade de masse, de la même manière que ces codes sont utilisés pour identifier le trafic d'êtres humains. Brady applaudit le travail du membre de l'assemblée Solages, du sénateur Myrie et de la législature de l'État de New York pour ses efforts visant à faire adopter ce projet de loi, et nous remercions la gouverneure Hochul de l'avoir signé ».

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov.
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :
ny.gov/signup | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

[SE DÉSABONNER](#)